

Débat / prochaines élections et Ceni

La composition de la Ceni doit-elle se faire à la veille des élections?

La sortie de la feuille de route de la Cedeao a donné un coup d'accélérateur au processus électoral suspendu entre temps à cause du dialogue inter-togolais. En effet, les chefs d'Etat ayant demandé que tout soit mis en œuvre pour que les élections se tiennent le 20 décembre prochain,...

PAGE 3



MEDIAS



1953-2018

Radio Lomé célèbre ses 65 ans

La radio nationale, Radio Lomé, a célébré hier lundi 13 août ses 65 ans d'existence. Plusieurs événements ont marqué cette célébration, dont des séances de prières, une partie de match amical mais aussi des rencontres entre le personnel de la radio pour évaluer leur parcours...

PAGE 4

PLANIFICATION



Opérationnalisation du PND

Vers la création d'une agence d'évaluation du développement

Lors de son dernier Conseil des ministres tenu en début de ce mois d'août, le gouvernement togolais procédait à l'adoption du Plan national de développement, un document qui, selon les responsables du ministère...

PAGE 5

Mode africaine

Attacher le pagne, un art en perdition ?

Le pagne, ce bout de tissu en écorce battue, fibres tissées de raphia, coton ou matière végétale tressée, occupe une place de choix dans le cœur...

PAGE 9



Phobie des urnes face à l'impérative date du 20 décembre

Ces bisbilles politiques qui nourrissent le statu quo !

La Convention démocratique des peuples africains (CDPA) a tenu dimanche dernier, sa convention nationale de la jeunesse socialiste sous le thème « Jeunesse socialiste de la CDPA face aux défis de l'alternance et de la bonne gouvernance au Togo ». Une occasion pour ses premiers responsables de préciser à l'aile jeune du parti, la position de la Coalition des 14 face à la reprise des travaux de la Ceni.

PAGE 3

EDITO

Appel à une prise de conscience de l'opposition

Ceux qui rêvaient en plein jour après le dévoilement de la feuille de route de la Cedeao pensaient qu'il allait y avoir une prise de conscience de l'opposition notamment sur des réserves à observer face à certaines questions qui fâchent, vu que la Cedeao est aux manettes et que l'organisation ne manque pas de rassurer qu'elle va œuvrer au bon déroulement des préparatifs des élections à venir. Nous sommes encore loin d'arriver à cette hauteur d'esprit attendue de l'opposition. Les tintamarres que la Coalition des 14 partis de l'opposition fait déjà entendre sur la question de la Commission électorale nationale indépendante...

PAGE 3

Pêche au Togo

Activités et relance du secteur

La pêche joue un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie ainsi que dans la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim au sein des populations rurales de plusieurs pays africains dont le Togo. Le développement de ce secteur a été relégué au second plan mais avec le temps et les besoins...

PAGES 6&7



	SOMMAIRE	Bénin / Décentralisation Nouvelle vague de destitution de maires du nord du Bénin  P 4	2 mille milliards de francs mobilisés entre 2006 et 2016 L'aide publique au développement du Togo,  P 5	Mode africaine Attacher le pagne, un art en perdition ?  P 9	Condamnation de Monsanto Des Etats-Unis en Afrique en passant par l'Europe, la remobilisation internationale ?  P 10	Fête de l'Assomption L'Assomption de Marie, une idolâtrie ?  P 11
---	-----------------	---	---	---	---	--

Assemblée nationale

Adoption de lois de ratification sur les biens culturels

Les députés à l'Assemblée nationale ont adopté, le 10 août dernier, le projet de loi autorisant la ratification de la convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels. Une seconde loi a été adoptée et porte sur le projet autorisant l'adhésion à la convention d'unidroit sur les biens culturels volés ou illicitement exportés.

L'adoption des deux lois est intervenue dans le compte de la clôture de la deuxième session extraordinaire de l'année 2018. En ce qui concerne la première, la convention organise une coopération internationale destinée à combattre le pillage des biens culturels en assurant mieux la protection des patrimoines nationaux et la moralisation du commerce des biens culturels en général, et des œuvres d'art en particulier. Elle lutte contre les vols dans les musées et les églises, le pillage de sites archéologiques ou l'éparpillement de collections importantes.

Sa ratification permet au Togo de lutter contre les vols dans les musées et les églises, le pillage de sites archéologiques ou l'éparpillement de collections importantes. Elle permet également de bénéficier de l'assistance technique de l'Unesco et de la collaboration des Etats membres en matière de lutte contre le trafic illicite des biens culturels. Le second texte est le projet de loi autorisant l'adhésion à la Convention d'unidroit sur les biens culturels volés ou illicitement exportés, adoptée le 24 juin 1995 à Rome, en Italie. C'est un instrument international d'harmonisation



Dama Dramani, Pdt de l'Assemblée nationale

des régimes nationaux de restitution ou de retour des biens culturels volés ou illégalement exportés, dont l'objectif est de faciliter le retour des biens culturels dans leur pays d'origine. L'adhésion à cette convention permettra au Togo de bénéficier de la coopération

des Etats parties en vue de la restitution ou du retour de ses biens culturels volés ou illicitement exportés. Elle contribuera, en outre, au renforcement de son arsenal juridique en matière de protection de son patrimoine culturel.

CA

Assoli

L'entrepreneuriat expliqué à Bafilo

Une rencontre de partage sur l'entrepreneuriat des jeunes et l'inauguration d'une nouvelle annexe de distribution de boisson «Champiso » à Bafilo a eu lieu le 20 juillet 2018 dans la localité. L'objectif a été de sensibiliser les jeunes sur l'importance de l'entrepreneuriat aujourd'hui dans les communautés de base et de les éclairer sur de nombreuses opportunités dans leurs propres milieux. La rencontre a été organisée par la société S. E.NUTRI TOGO SARL (Champiso), une maison de nutrition-santé, basée sur les champignons médicinaux « la mycothérapie». Cette initiative se situe dans le cadre de l'engagement visant à valoriser « le prix du meilleur jeune entrepreneur Togolais de l'année » que la Maison de nutrition-santé a reçu du gouvernement.

Agou

Le projet « Mon environnement » lancé

L'Ecole Primaire Publique (EPP) Akplolo Konta au nord de la commune de Gadzépé, a servi de cadre au lancement du projet « Mon environnement », le 23 juillet 2018 en présence des autorités locales. Ce projet est une initiative de Tsatsu Kodjo, exploitant de bois dans la préfecture d'Agou qui s'est inscrit dans la protection de l'environnement et de la promotion de l'agriculture en milieu rural. La stratégie a pour finalité d'inciter et d'amener les populations et surtout les exploitants de bois d'Agou à prendre conscience du phénomène du changement climatique et à planter des arbres.

Zio / Changements climatiques

Lutte pour la fertilité des sols

Un atelier de capitalisation et de sensibilisation sur les acquis du projet « maraichage par l'introduction d'un système d'irrigation goutte à goutte associé à une gestion durable de la fertilité des sols » a été organisé le 31 juillet 2018 à Mission Tové au sud-ouest de Tsévié par l'ONG Action en faveur de l'homme et de la nature(AFHON). C'est un projet initié en collaboration avec l'Institut de la francophonie pour le développement durable(IFDD) et la région de Bruxelles Capitale. Il vise à évaluer les acquis dans la mise en œuvre dudit projet et de sensibiliser les acteurs nationaux à adopter ce système. Il a été aussi question de partager les expériences du projet, de renforcer le cadre de concentration du projet, de promouvoir les approches d'intégration du genre aux mesures, ainsi que les bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques.

 TOGOMATIN	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Mson de la Presse: Casier N° 53 Siège Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva Freda Sefiamor Alexandre Wémima	Edem Dadzie Essoyodou Awih Responsable administrative: Gloria Léma Yagla Service commercial: DIRECT AGENCY Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00 Graphiste: Eros Dagoudi	Imprimerie: Direct Print Distribution : Togo Express Tirage : (2000 exemplaires)
---	---	--	---	---

EDITO

... et ses menaces de recourir encore à la rue le prouvent. Si au niveau de la Cedeao, la mise sur pied du Comité de suivi de la feuille de route, le dialogue entre les acteurs, etc. sont toujours d'actualité, et donnant ainsi espoir que les choses vont pouvoir se régler en leurs temps, dans la Coalition, on confond vitesse et précipitation. C'est la séparation du gâteau. On veut aller plus vite que la musique.... Bref, les mêmes pratiques qui nous ont conduits là où nous

sommes aujourd'hui. C'est la preuve que nos hommes politiques, notamment nos leaders de l'opposition, n'ont rien appris des échecs successifs qui ont ponctué toutes les étapes de la crise, qui s'écroulait, il y a un an.

Nos leaders de l'opposition continuent d'entretenir une rhétorique qui est loin d'être celle d'une minorité politique.

C'est à croire que la minorité politique, qu'ils incarnent eux tous mis ensemble, serait à même d'opérer des Réformes aujourd'hui, si l'occasion se présentait. Pourtant

le jeu démocratique, est essentiellement un jeu de la majorité. Et quand bien même majoritaire, le parti au pouvoir ne brandit pas autant de menaces. Sans doute, le parti Unir au pouvoir est conscient que même majoritaire, il lui faudra prendre langue avec les uns et les autres pour arriver à offrir au peuple, les Réformes tant attendues.

Par rapport aux urgences du moment, l'organisation des prochaines législatives, la Ceni est dans sa pleine responsabilité d'accélérer le rythme, en attendant que le Comité

de suivi de la feuille de route ou les facilitateurs ne l'interpellent sur tel ou tel autre aspect de son travail.

Avec son travail actuel, la Ceni n'est que dans des solutions attendant des problèmes éventuels. Ce niveau de responsabilité ne peut être guère perçu quand on est plutôt hanté et obnubilé par des sujets irréalistes de la trempe : la mise en place d'un gouvernement de transition, etc.

Les leaders qui exigent tout et rien aujourd'hui - dans les mêmes propos que ceux avec lesquels ils ont promis ciel, terre et lune aux populations

au temps fort de la crise - semblent ignorer que la politique est un jeu donnant-donnant. Et que si nous nous réjouissons de l'existence d'une feuille de route aujourd'hui, c'est parce que chaque parti a accepté donné du sien.

On s'attend à ce que ces leaders de l'opposition prennent conscience, d'abord, qu'ils sont minoritaires dans le jeu. Ensuite, qu'ils ont plus à donner que le parti majoritaire. Et enfin, que la Cedeao reste attentive à la réussite des recommandations.

Dieudonné Korolakina

Phobie des urnes face à l'impérative date du 20 décembre

Ces bisbilles politiques qui nourrissent le statu quo !

La Convention démocratique des peuples africains (CDPA) a tenu dimanche dernier, sa convention nationale de la jeunesse socialiste sous le thème « Jeunesse socialiste de la CDPA face aux défis de l'alternance et de la bonne gouvernance au Togo ». Une occasion pour ses premiers responsables de repréciser à l'aile jeune du parti, la position de la Coalition des 14 face à la reprise des travaux de la Ceni.

La rencontre présidée par Brigitte Adjamagbo-Johnson, la secrétaire générale du parti et Coordinatrice de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition a également permis à cette dernière de dénoncer « la mauvaise foi du régime togolais » qui est contre l'alternance au Togo. Si jusque-là, la feuille de route des recommandations des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (Cedeao) lui est toujours satisfaisante, la femme politique relativise et avance que « la coalition a gagné des batailles, mais pas encore la guerre ». Pour la responsable de la CDPA, c'est l'organisation communautaire qui, par l'entremise de ses recommandations, poussera le Togo à

l'alternance.

Et pourtant ! Cette formation politique et ses pairs du regroupement des 14 réfutent toute idée de la tenue des scrutins dans les délais tels que définis par l'organisation communautaire. Ne proposant d'ailleurs aucune alternative à la date du 20 décembre indiqué comme impérative par la Cedeao, les leaders de la C14 contestent la reprise des activités de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). En ce début de semaine encore, la CDPA penche pour une refonte totale de l'institution chargée de coordonner l'organisation des élections au Togo. Une question que cette formation et la Coalition des 14 n'avait pas inscrit de manière explicite à l'ordre du jour des travaux du dialogue inter-togolais.

Brigitte Adjamagbo ohnson déplore « une Ceni qui fait partie du problème togolais » car ayant repris le processus électoral et continuant à préparer les élections comme par le passé. « Nous ne nous laisserons pas distraire et nous disons attention », avertit la secrétaire de la CDPA.

Face à la main tendue de la Commission électorale conviant les acteurs politiques de l'opposition à siéger comme membres de la Ceni, la secrétaire de la CDPA avance que « nous n'allons pas répondre à cette demande de la Ceni » et met en garde par ailleurs « ceux qui se soumettront individuellement aux ordres des commanditaires ». Une attitude dont l'auteure ne combat que le pour le maintien du statu quo politique. Un statu quo que



Brigitte Adjamagbo

la Cedeao a voulu lever le 31 juillet en proposant une feuille de route qui a reçu l'assentiment des acteurs politiques des deux bords. En œuvrant en défaveur de la tenue des scrutins, les acteurs de l'opposition semblent ignorer le timing de la tenue des élections législatives. Indéniablement, la marche de la République togolaise au lendemain du 31 juillet reste essentielle dans l'avenir politique du pays avec notamment l'opérationnalisation de

réformes aussi vitales pour le Togo. Les parlementaires qui ont ainsi l'attribution d'appliquer les recommandations de la Cedeao épuisent ce mois, leurs mandats de siéger à l'Assemblée nationale. Et la course contre la montre doit ainsi primer sur toute agitation stérile et toutes les bisbilles qui n'ont pour vocation que de faire éclipser les questions de développement en faveur de l'éternel débat sur les réformes politiques.

Prosper Awih

Débat / prochaines élections et Ceni

La composition de la Ceni doit-elle se faire à la veille des élections?

La sortie de la feuille de route de la Cedeao a donné un coup d'accélérateur au processus électoral suspendu entre temps à cause du dialogue inter-togolais. En effet, les chefs d'Etat ayant demandé que tout soit mis en œuvre pour que les élections se tiennent le 20 décembre prochain, la Commission électorale nationale indépendante s'est interpellée. Elle a immédiatement débuté les préparatifs pour tenir dans les délais impartis pour la tenue des prochaines législatives. Cela ne plaît pas du tout aux membres de la Coalition des 14 qui ne sont pas d'accord avec la composition actuelle de la Ceni.

La Ceni a d'ailleurs demandé aux partis politiques qui ne

l'ont pas encore fait de la rejoindre et d'envoyer les noms de leurs

représentants pour les structures locales. Ceux-ci avaient jusqu'au 13

août pour s'exécuter. La C14 qualifie cette reprise des activités de la Ceni de provocation. Elle ne compte pas répondre à la demande du président de la Commission en charge des élections au Togo. La coordinatrice du regroupement, Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson,

a même menacé qu'un ouragan risque d'emporter tous ceux qui tenteraient d'organiser des élections dans les conditions actuelles. L'opposition trouve qu'il faut attendre que la Cedeao mette en place le comité de suivi...

Suite à la page 11

Bénin / Décentralisation

Nouvelle vague de destitution de maires du nord du Bénin

Après Banikoara, la semaine dernière, c'est au tour de la commune de Toucountouna, toutes deux des communes du nord du Bénin. Cette fois-ci, ce ne sera plus l'administration centrale du régime de Talon qui en voudrait à la tête du maire Sébastien Paastcha, comme on l'avait laissé croire pour les précédentes destitutions des maires de Cotonou, de Parakou et autres. Pour le patron de la commune de Toucountouna comme pour celui de Banikoara, ce sont leurs pairs qui veulent leur retirer la confiance.

Dans leur correspondance du lundi 13 août 2018, les 11 conseillers de Toucountouna reprochent quatre choses au maire. Il s'agit de sa gestion solitaire, de l'abus de pouvoir et du peu d'égard qu'il manifeste à l'endroit des conseillers communaux, la mauvaise planification et la politisation à outrance des ressources humaines de la mairie, la mauvaise planification des ressources matérielles et

financières de la mairie. Pour eux, il s'agit d'assez d'éléments à sa charge qui justifient son éviction de la tête de la commune. Et pour ce faire, les frondeurs invitent, dans la même correspondance, l'édile en cause, à convoquer dans les plus brefs délais une session extraordinaire dans le but d'organiser le vote de défiance. Toutefois, comme l'indique la pratique en la matière, le préfet devrait essayer de concilier les deux camps.

C'est après l'échec de cette étape que la destitution pourrait rentrer dans sa phase active. Pour sauver son siège, Sébastien Paastcha devra donc se préparer pour répondre des faits qui lui sont reprochés. Cette fronde intervient dans une vague de destitution déclenchée avec l'arrivée du président Patrice Talon au pouvoir en 2016. Certains observateurs n'hésitent pas à voir les mains du nouveau régime en place derrière ces vagues de destitution



Sébastien Paastcha, maire de Toucountouna

de maires, étant donné que la plupart sont issus de l'opposition ou ont montré leur opposition au régime de la rupture. La semaine dernière, c'étaient les conseillers de

la commune de Banikora qui avaient posé le même acte, invitant le maire Bio Sarako Tamou à une session extraordinaire aux fins d'un vote de défiance. **T.M.**

Zimbabwe / Levée des sanctions américaines

Trump pose de nouvelles exigences pour lever les sanctions

Malgré le changement de régime, les Etats-Unis ne comptent pas faire tomber la pression sur Hararé. Le président américain Donald Trump vient de signer un nouveau décret exigeant du gouvernement zimbabwéen des résultats d'élections acceptés de tous, mais aussi la bonne gouvernance et le respect de l'opposition. Un réel défi pour le président Emmerson Mnangagwa.



Donald Trump

Alors que l'arrivée au pouvoir d'Emmerson Mnangagwa en remplacement de Robert Mugabe avait fait penser que les Etats-Unis lèveraient automatiquement leurs sanctions contre le Zimbabwe, le président américain Donald Trump a finalement décidé de les maintenir et pas seulement. Dans un décret qu'il vient de signer, le chef de l'Etat américain a annoncé qu'il faudra que le gouvernement zimbabwéen remplisse certaines conditions (essentiellement politiques) pour obtenir la levée des sanctions. En premier lieu, exige

l'administration Trump, il faudra que les autorités zimbabwéennes réussissent à faire en sorte que les résultats de l'élection présidentielle soient acceptés de tous. En seconde position, l'armée devra rester neutre et respecter

« les libertés et droits fondamentaux de la population »

Au nombre des autres points nécessaires à la levée des sanctions,

Washington n'exige pas mieux que « la bonne gouvernance et le respect de l'opposition ». Ces conditions américaines tombent au mauvais moment pour Hararé qui se trouve actuellement dans une très mauvaise posture par rapport aux points soulignés. En effet, concernant les élections, le président Mnangagwa, proclamé vainqueur, doit faire face à une grande contestation de son opposition qui a sans doute des arguments à faire valoir. Cette dernière a d'ailleurs déposé un recours devant la Cour constitutionnelle ce vendredi. Impatient, le pouvoir était obligé de repousser la cérémonie d'investiture initialement prévue pour ce 12 août. Quant à la question de l'armée, là encore Hararé aura de la peine à justifier le décès de six partisans de l'opposition dans des affrontements avec l'armée, dans les jours qui ont suivi le scrutin présidentiel.

La Tribune Afrique

Côte d'Ivoire / Municipales et régionales 2018

Macron fait des recommandations à Ouattara et à Bédié

En séjour privé en France depuis quelques jours, le président Ouattara aurait été reçu par le patron de l'Elysée, Emmanuel Macron. Dans ce cadre, des recommandations auraient été faites au numéro 1 ivoirien afin de décrier le climat social et politique de la Côte d'Ivoire. Dans le même moment, l'Elysée recommande également au président Bédié de ne pas se présenter à la prochaine élection de 2020.

Selon les sources citées par les confrères de koaci.com, le président Emmanuel Macron aurait proposé à son homologue ivoirien de reporter les élections municipales couplées de celles régionales. Et pour cause, il lui serait recommandé de reprendre l'opération de révision des listes électorales et de réformer la Commission électorale ivoirienne, objet de critiques ces derniers temps en Côte d'Ivoire.

Faisant suite au récent rapport de l'Union européenne sur la Côte d'Ivoire et qui dressait les actes anti-démocratiques du régime d'Alassane Ouattara, l'Elysée aurait formulé des propositions allant dans le sens de l'ouverture démocratique et de la réconciliation nationale.

On recommande en effet au président Ouattara de favoriser l'ouverture des médias d'Etat aux partis politiques de l'opposition et de leur permettre de s'exprimer, car la configuration politique a changé en Côte d'Ivoire depuis la montée en puissance de Guillaume Soro avec sa ligne d'apaisement de paix et de réconciliation. Même la question de la libération des proches de Laurent Gbagbo a été évoquée.

Pour ce qui est du président du PDCI-RDA, Henri Konan Bédié, qui vient de sceller son divorce d'avec la coalition au pouvoir, l'Elysée aurait également proposé de renoncer à se présenter à la présidentielle de 2020.

T.M.

Opérationnalisation du PND**Vers la création d'une agence d'évaluation du développement**

Lors de son dernier Conseil des ministres tenu en début de ce mois d'août, le gouvernement togolais procédait à l'adoption du Plan national de développement, un document qui, selon les responsables du ministère en charge de la Planification, devrait poser les jalons d'une économie togolaise émergente d'ici à l'horizon 2030.

La semaine dernière, le ministère de la Planification tenait un séminaire de renforcement des capacités des acteurs sur le nouveau document-cadre du système national de la planification. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la stratégie de développement du Togo qui comprend essentiellement trois axes majeurs avec pour vision de transformer structurellement l'économie pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois et « induisant l'amélioration du bien-être social ».

A travers le premier axe stratégique, le gouvernement compte mettre en œuvre des investissements majeurs en infrastructures logistiques et d'affaires comme « le principal gisement de la croissance à court terme en

vue de mettre en place, un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région ». Selon les informations diffusées par le département ministériel en charge du Plan, l'opérationnalisation de cet axe devrait nécessairement passer par une amélioration constante des infrastructures existantes, de l'amélioration de la connectivité ainsi que les nouvelles technologies d'informations et de la communication.

Le second axe du PND vise le développement industriel dans les secteurs créateurs de valeur ajoutée et significativement tournés vers l'exportation. Pour ce faire, le gouvernement a identifié l'agrobusiness et la manufacture à travers l'essor desquels la demande

locale sera satisfaite par une production intérieure quantitative et qualitative. « Ce développement industriel a vocation à soutenir la croissance à long terme de l'économie ainsi que l'activité logistique et de service » estime les coordonnateurs du plan pour qui « il est le creuset de la transformation structurelle de l'économie ».

Au dernier axe, le gouvernement ambitionne de « renforcer les capacités institutionnelles et humaines appropriées pour relever les défis de développement » formulés dans les deux axes sus mentionnés. L'axe 3 vise en effet à assurer la prise en compte effective des principes fondamentaux d'équité, d'inclusion et de durabilité dans l'ensemble du processus de mise en œuvre du plan.



Kossi Assimaïdou, ministre du Plan

Des garde-fous nécessaires Pour son exécution, le PND nécessite un financement global de plus de trois mille milliards de francs CFA pour une contribution de 35% du secteur privé et un taux de croissance attendu à 7.6% en 2022. Pour ce faire, l'Etat ne veut plus commettre les erreurs identiques à celles de l'élaboration de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (Scape). Pour les services de la planification togolaise, « le gouvernement tirant les leçons des expériences

passées, mettra en place une agence dédiée à l'implémentation du PND ». L'objectif est de disposer d'un outil intégré, focalisé et suffisamment efficace en vue de mobiliser le secteur privé et la société civile. Ainsi, pour une mise en œuvre efficace de ce plan de développement, l'Etat compte-t-il mettre des garde-fous nécessaires à travers notamment, des anticipations des défis futurs en vue de se prémunir de toute contre-attente.

Awih Essoyodou

2 mille milliards de francs mobilisés entre 2006 et 2015**L'aide publique au développement du Togo, efficacité ou sans effet sur la société ?**

D'après les statistiques rendues publiques en fin de semaine dernière par le ministère en charge de la Planification du développement à l'occasion d'un atelier bilan sur l'aide publique au développement reçue par notre pays sur la période d'une décennie, ce sont plus de 3 283 millions de dollars (un peu moins de 2 000 milliards de francs CFA) qui ont été mobilisés par le Togo. A base de cette « avancée majeure » dont se réjouit le département ministériel, les politiques de développement menées ont-elles été efficaces sur le terrain économique-social ? Sur la même période, l'aide publique a-t-elle contribué à la réduction du taux de pauvreté et de la dette publique dans notre pays ?

Les données rendues publiques par le ministère sont un cumul de chiffres répartis sur la période de 2006 à 2015. En 2006, au lendemain des tensions politiques qu'a connues le Togo, et quelques années à la suite de la rupture de la coopération internationale avec plusieurs autres pays industrialisés à l'instar de l'Allemagne. Cette année-là, les autorités nationales ont pu encaisser une hausse de 3.9% des ressources mobilisées dans le cadre de l'aide publique au développement, a renseigné le document publié la semaine dernière. L'Etat avait alors réussi une opération qui garnit au pays, une place de choix sur la scène politique internationale et une notoriété devant les bailleurs fonds étrangers. « Ce dont nous nous

félicitons, c'est que nous disposons d'une étude qui nous permet de voir dans quel sens orienter nos efforts pour une mobilisation accrue des ressources pour la PND », a reconnu M. Christophe Akpoto, le directeur de la Coopération bilatérale au ministère de la Planification lors la publication de la note statistique. Mais aujourd'hui, sur cette période et étant donné les analyses des institutions financières internationales, ces milliers de milliards engrangés par le Togo ont-ils contribué à l'amélioration des indicateurs socio-économiques ? Si de 2006 à 2015, les données sur le Togo indiquent une baisse de 6 points du taux de la pauvreté, le niveau d'endettement n'a que flambé. Enjeux et efficacité de l'aide au développement

A l'heure où le Togo s'apprête à intégrer dans son programme d'émergence, un Plan national de développement (PND) adopté il y a quelques semaines en Conseil des ministres par le gouvernement togolais, la quête aux grands accompagnements financiers internationaux reste indéfectible. Le PND nécessite en effet plus de 3 mille milliards de francs CFA et s'étend sur une période de 2018 à 2022 pour une croissance économique attendue à 7.2%. La présentation du rapport-bilan de l'aide publique au développement, la semaine dernière, se situe précisément dans ce cadre et vise à convier le secteur privé à s'approprier cette stratégie qui réserve d'ailleurs à ces derniers, une participation de 65% à la



Le marché de Bè

mobilisation des ressources. Mais le défi reste majeur pour le gouvernement togolais à la suite d'un bilan mitigé de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (Scape 2013 2018) qui, contrairement à un taux de croissance attendu de plus de 6% en 2017 a bouclé par une « régression » de l'économie à seulement 4.4% contre 5.1% une année plutôt selon les dernières données du Fonds monétaire international (FMI). Selon un autre rapport de l'institution de Bretton Woods sur l'économie togolaise en 2006, le niveau de la dette publique a progressé de 49.3% de la

richesse nationale en 2011 pour se hisser à 80.8% en 2016. Toujours d'après les données de l'institution de régulation, le taux de pauvreté est passé de 61.7% en 2006 à 55.1% de la population en 2015. Si le Togo a réussi le pari de mobiliser sur dix ans près de deux mille milliards de francs CFA d'aide au développement, le défi reste encore élevé pour les gouvernants de parvenir à une croissance inclusive, réductrice de pauvreté, créatrice d'emplois pour les jeunes tout en gardant un niveau d'endettement défini dans l'espace communautaire.

Prosper Awih

Pêche au Togo

Activités et relance du secteur

La pêche joue un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie ainsi que dans la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim au sein des populations rurales de plusieurs pays africains dont le Togo. Le développement de ce secteur a été relégué au second plan mais avec le temps et les besoins qui se font sentir, des initiatives se prennent pour planifier et moderniser les activités de pêche. Quelles sont donc les initiatives qui ont été prises et que font les autorités pour moderniser la pêche au Togo ? TogoMatin vous propose dans ce dossier de découvrir le secteur de la pêche dans notre pays, son évolution et des perspectives pour son développement.

Lac de Nangbéto

Suspension de la pêche pour trois mois



Une prise de poisson

Le gouvernement togolais a imposé un repos biologique de trois mois, allant du 15 août au 15 octobre 2018 avec une interdiction de la pêche dans le lac de Nangbéto. La décision a été rendue publique le samedi 12 août à Lomé par Ouro-Koura Agadazi, le ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Selon le colonel Agadazi, la suspension de toute activité de pêche sur le lac Nangbéto va permettre de reconstituer la faune. A ce propos, il a expliqué que le repos biologique permet de renforcer la productivité.

Le secteur de la pêche joue un rôle économique important. Malgré la faible disponibilité des produits halieutiques, le secteur emploie près de 22.000 personnes et contribue au PIB agricole.

Chaque année, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche décrète un repos biologique de trois mois pour permettre un renouvellement du lac en ressources halieutiques en vue d'assurer leur durabilité dans l'intérêt des générations présentes et futures.

CA

Un secteur trop artisanal



Des poissons capturés par un groupe de pêcheurs

L'apport de la pêche à l'économie nationale est encore faible, à hauteur de 4,5% du PIB. La production annuelle de poissons au Togo est estimée à 22 000 tonnes (T), alors que les besoins de consommation se situent à un peu +100 000 T/an. Ainsi, 60% de la consommation en poissons sont importés. Pourtant, le pays dispose de ressources fluviales importantes avec un plateau continental de 1 048 km² et un littoral étroit de 56 km. Sa zone de pêche côtière s'étend sur 950 km. Il regorge de plans d'eau marine, d'étangs piscicoles, de barrages, de lagunes, de fleuves...

Le secteur est organisé en plusieurs groupements, dont l'Union des coopératives de pêche marine (Unicoopema), créée depuis 1978 et, récemment, celui des femmes transformatrices. Ils sont plus de 22, 000 acteurs vivant de cette activité, selon M. Stanislas Baba, ministre-conseiller à la présidence chargé des affaires

maritimes.

La pêche est surtout pratiquée sur le littoral et autres cours d'eau, dans tout le pays. Elle comporte des risques énormes au point d'être qualifiée de «métier à haut risque» par le responsable de l'Unicoopema, Apeleté Ngninvi. Les difficultés sont surtout d'ordre matériel. «L'obtention d'une armature de pêche coûte bien cher, pas moins de 30 millions FCFA. Notre pêche étant encore artisanale, il n'est pas évident d'aller en haute mer pour avoir les gros poissons», a déploré M. Gabianou Mawuli, secrétaire d'une coopérative de pêche.

«L'espace côtier, riche et peu gouverné, favorise l'insécurité avec la piraterie, l'immigration clandestine, la pollution avec 6 millions de tonnes de déchets déversés par an dans les eaux marines, la pêche illégale...», a déclaré le préfet maritime, col Nayo Takougnadi.

Pêche et aquaculture

Projet de loi en faveur des activités



Signature de la convention

Les députés à l'Assemblée nationale ont examiné, le 23 septembre 2016 à Lomé, l'examen du projet de loi portant réglementation de la pêche et de l'aquaculture au Togo.

Ce projet de loi vise à transcrire dans le corpus judiciaire togolais les nouvelles dimensions des activités de la pêche. Des

dispositions avaient en effet été conjointement prises par les ministres chargés de la Pêche et des Transports pour lutter contre le fléau de la pêche illicite. Ces mesures structurelles prises par le Togo avaient été jugées insuffisantes par la direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche de l'UE.

Construction d'un nouveau port de pêche, les atouts



Embarquement des pêcheurs

Les travaux de construction du nouveau port de pêche moderne à Gbétsogbé-Baguida, à 7 km de Lomé, sont en voie de finition. Le ministre des Transports et des Infrastructures, M. Ninsao Gnofam, a effectué une visite sur les lieux en juillet dernier et a relevé que « Sur 70% du délai déjà consommé, les travaux exécutés sont à 65%, ce qui est d'une performance rare. Nous

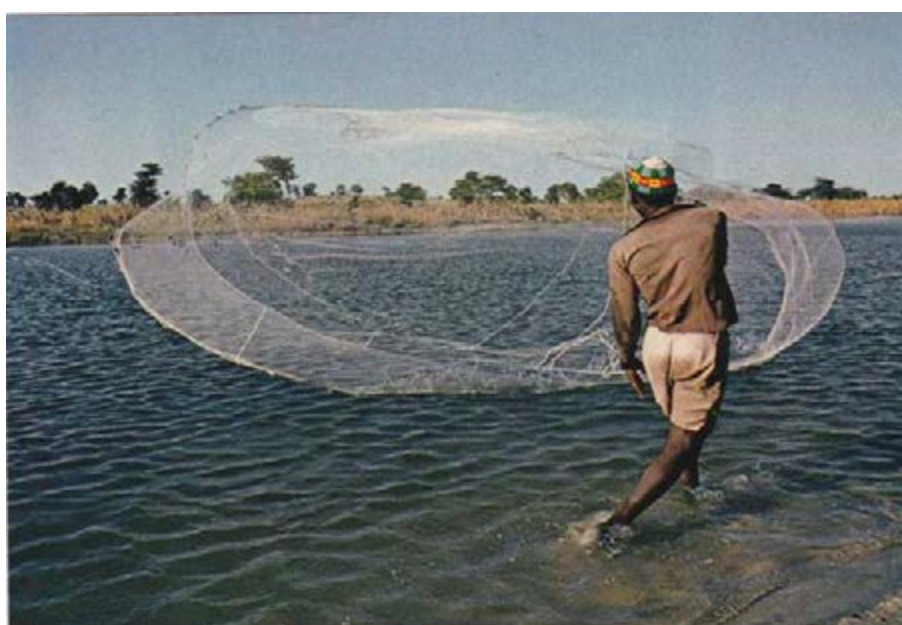
avons bon espoir que le chantier sera réellement livré dans le délai et sera l'un des ports les plus modernes de la côte ». Financé à hauteur de 14,4 milliards de francs CFA par l'Agence japonaise de coopération internationale et à 2,2 milliards FCFA par le Togo, ce nouveau port de pêche va servir à réduire de 30% le bassin de l'ancien port de pêche de Lomé et offrira un espace considérable

au stationnement des pirogues. Le nouveau port va aider à redonner vie à la pêche maritime, une activité qui emploie plus de 22 000 acteurs et contribue à plus de 4,5% du PIB du secteur agricole avec une production annuelle moyenne de 20 000 tonnes, soit 80% de la production nationale estimée à 25 000 tonnes. Dès qu'il sera achevé, le port pourra accueillir 300 pirogues et servira de base moderne pour la sortie en mer, le débarquement, la capture et

l'amarrage.

A terme, cette infrastructure sera dotée d'une capacité d'accueil de 300 pirogues et équipée d'infrastructures adéquates de débarquement, de conservation et de vente de poissons. L'aménagement du port de pêche de Lomé prend en compte les différents problèmes de sécurité, d'encombrement, d'hygiène, d'insuffisance d'infrastructures de conservation qui se posent sur le site actuel.

Un secteur à dynamiser pour créer des richesses



Une partie de pêche

Le développement passe aussi par la relance du secteur de la pêche. Par rapport à cette réalité, les autorités ont décidé avec l'aide financière du Japon de fournir aux professionnels de la mer un port moderne qui réponde à leurs besoins. C'est un grand pas vers l'indépendance alimentaire du Togo en ce qui concerne l'importation du poisson. Car, avec tout le patrimoine maritime togolais, le pays pourrait pleinement s'autonourrir de ses propres productions.

Selon la FAO, la pêche illégale en Afrique de l'ouest a atteint une proportion alarmante et cette situation génère une très nette surpêche par rapport à la capacité de reconstitution des réserves de poissons. A cet effet, le Togo s'est doté d'un arsenal complet pour protéger son espace maritime. Cependant, le secteur de la pêche rencontre des difficultés pour son décollage à cause de l'accostage des navires-usines étrangers qui détériorent les fonds marins empêchant les professionnels de la mer de tirer pleinement profit de la zone de pêche.

En effet, les pêches togolaises sur les plans d'eau maritime, lagunaire, fluviale, barrages et étangs piscicoles ne contribuent qu'à 4% du PIB du secteur primaire, ce qui reste très insuffisant en considération de la source de richesse que peut représenter ce secteur. Selon les estimations, les productions maritimes annuelles varient entre 12.000 et 17.000 tonnes. Mais, elles n'arrivent pas à couvrir tous les besoins de la population ; ce qui fait que 60% des poissons consommés dans le pays sont importés.

La pêche togolaise, tant artisanale qu'au chalut, se limite au littoral togolais (long de 48 km) avec quelques incursions au large de Grand-Popo en République populaire du Bénin. Au fait, les fonds de pêche ne sont pas clairement délimités. La promotion de l'économie bleue est nécessaire à condition que la profession puisse bénéficier pleinement de la zone de pêche dont les fonds marins sont systématiquement pillés par des navires-usines appartenant à de grands pays étrangers.

Annonce

Dernier virage "Welcome Holidays"

TEKS Groupe en collaboration avec diverses structures partenaires organise une activité socio-éducative à l'endroit des élèves et étudiants. Un moment de détente, de retrouvailles et d'échanges dénommé "Welcome Holidays" En attraction :

- Show musical et shooting avec des artistes talentueux,
- Jeux tombola pour gagner des billets d'avion, des bourses d'études universitaires et divers autres lots,
- Partage d'expériences avec des modèles de réussite.

- Invitée d'honneur : Mme Olatokunbo IGE, Formatrice experte en développement personnel pour permettre aux jeunes de se fixer des objectifs et les atteindre afin de réussir leur vie.
Lieu: Collège Protestant de Lomé Tokoin
Date: Samedi 18 Août 2018
Heure: 15h00
Pass: 5.000F valable pour 2 personnes avec consommation.
NB. Les tickets sont déjà en vente aux secrétariats des radios partenaires (Taxi FM, Nana FM, Victoire FM et Zéphyr), TEKS Shop (Face pharmacie Gbossimé) et TEKS Administration sur le Boulevard de la Kara (Adéwi, face copie center non loin de la pharmacie Kisito).
Infoline: 90657878

Pharmacies de garde de Lomé du 06 au 13 / 8 / 2018

BON PASTEUR	38, Av. Libération	22 21 13 67
BOULEVARD	Doulassamé	22 21 65 49
AMESSIAME-BE	Marché de Bè	96 32 97 60
OLIVIERS	Bd. H. Boigny	22 27 04 34
ESPERANCE	Nyékouakpoe	22 21 01 28
LIBERATION	Av.Libération	22 22 25 25
BON SECOURS	Cassablanca	22 45 76 74
ROBERTSON	Nyékouakpoe	22 22 28 41
N.D. DE LA TRINITE	Bd de la paix	22 21 27 80
GBEZE	Boulevard Jean Paul II	22 26 32 61
UNIVERS - SANTE	CHU-CAMPUS	22 61 81 43
AEROPORT	Rte de l'Aéroport SITO	22 26 21 22
INTERNATIONALE	Hedzranawoe	22 26 89 94
RAOUDHA	Hedzranawoe,	22 61 39 39
SANTA MADONNA	Kégué sur	70 01 03 03
MISERICORDE	BE-KPOTA	23 38 47 62
LE PROGRES	kpota	22 35 86 55
BETHEL	Rte d'Adidogomé	22 25 23 70
DES ECOLES	Adidogomé	22 51 75 75
HOSANNA	Adidogomé	92 53 50 00
BETANIA	Totsi	96 80 10 11
MILLENAIRE	Agoenyivé	22 51 64 31
MATHILDA	Lomégan - ODEF	22 51 15 34
EL SHADAÏ	Théologie ESTAO	22 51 44 25
DIEUDONNE	LEO 2000,	70 44 84 59
EL-SHAMMAH	Amadahomé	70 43 25 85
NABINE	Agoè Anomé	93 36 26 26
AGOE-NYIVE	d'Agoè-Nyivé	22 25 83 38
DIVINA GRACIA	Agoè-Fiovi,	93 83 91 00
CHARITE	Agoè-Nyivé	22 25 12 60
LA MAIN DE DIEU	AGOE	93 40 21 21
ABRAHAM	Agoè-Logopé	22 50 10 00
HYGEA	Baguida	99 27 36 36
LE DESTIN	Baguida	70 41 15 41

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékouakpoe, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékouakpoe, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Photo du jour



Commentez cette photo

Concert musical

La jeunesse au cœur du 4ème art

L'association togolaise des jeunes chrétiens (Atojec) organise un concert musical grandiose dénommé « Clash des vacances », le 24 août prochain, à Pagouda dans la préfecture de Binah. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse, commémorée chaque 12 août.

Cet évènement musical est placé sous le thème : « Espace, sécurités pour les jeunes ». Il vise à réunir la jeunesse autour du 4ème art, la musique, afin de créer une communion et le vivre ensemble au sein de cette frange de la population. L'édition 2018 de la journée mondiale de la jeunesse a démarré dans

ladite localité depuis le 11 août dernier à travers plusieurs activités, notamment une course citoyenne et populaire qui s'est poursuivie par des sessions de prières pour la jeunesse, et une opération citoyenne de salubrité publique. Par ailleurs, en dehors du concert, il est également prévu une conférence-débat axée sur le thème :

« Entrepreneuriat des jeunes, innovation et créativité : défis et opportunités »

qui se tiendra le 16 août 2018 à la maison des jeunes de Pagouda. Il s'agira, selon les organisateurs, d'outiller



Une annonce du clash des vacances

les jeunes togolais en particulier ceux de la région de la Kara, sur les stratégies de développement inclusif des communautés. L'évènement est

organisé sous le haut parrainage du préfet de la Binah en collaboration avec le Conseil préfectoral de la jeunesse.

Nadia Edodji

Mode africaine

Attacher le pagne, un art en perdition ?

Le pagne, ce bout de tissu en écorce battue, fibres tissées de raphia, coton ou matière végétale tressée, occupe une place de choix dans le cœur et la vie des femmes africaines. Avant que le pagne ne soit aussi propulsé par les différents modèles proposés par les designers en haute couture, il était généralement en version standard, qui nécessitait qu'on attache la pièce du tissu restant autour de la taille. Néanmoins, un art qui semble perdre sa valeur avec la génération actuelle.

Dans les pays d'Afrique en général et au Togo en particulier, attacher un pagne s'apprend en famille et dès le plus jeune âge. Dans la tradition togolaise, toute femme digne de ce nom doit savoir amarrer son pagne.

Attacher le pagne est toute une école pour la jeune togolaise adolescente. Néanmoins, la modernité est devenue une pesanteur pour ce bel art. Avec l'essor du

stylisme en Afrique avec tous ses créateurs à la traîne, apprendre à nouer ou à attacher son pagne à son adolescente est relégué à la dernière place, et même pour la jeune fille, aujourd'hui, c'est le fashion qui prime.

Dans la tradition, le pagne est porté des hanches jusqu'aux chevilles, et est attaché en nouant un nœud sur le côté droit de la hanche.

Avec la mode en vogue, le



Femme africaine, pagne noué à la hanche

pagne est attaché comme l'on veut, le nœud est noué

soit sur le côté droit soit le gauche.

Le pagne est plus devenu une parure de beauté et de richesse que la nouvelle génération exhibe fièrement et que les stylistes africains ne cessent d'embellir.

Alors qu'il était le symbole de leur rejet dans les années noires de l'esclavage, le pagne est à ce jour un accessoire de mode et une fierté pour les femmes et hommes d'Afrique. Qu'il soit Kenté, sénoufo, baoulé, wax ou woodin, le pagne représente un art de vivre et une valeur culturelle unique pour bon nombre d'Africains qui le revendiquent comme symbole identitaire.

Nadia Edodji

Lire

« Naïs Micoulin suivi de Pour une nuit d'amour » d'Emile Zola. Ed Librio. 2001 Pp 78-79

« ...J'y vais, ma bonne, répondit paisiblement Thérèse. Tiens! Tu vas m'aider à passer ma robe. Julien, par un entrebâillement des rideaux, les apercevait toutes les deux, et il frémissait de l'audace de la jeune fille, ses dents claquaient si fort, qu'il s'était pris la mâchoire dans son poing, pour qu'on n'entendît pas. A côté de lui, sous la chemise de femme, il voyait pendre

l'un des pieds glacés de Colomb el. Si Françoise, si la mère avait tiré le rideau et s'était heurtée au pied de son enfant, ce pied nu qui passait!

Prends bien garde, répétait Thérèse, va doucement : tu arraches les fleurs. Sa voix n'avait pas une émotion. Elle souriait maintenant, en fille heureuse d'aller au bal. La robe était une robe de soie blanche, toute garnie de fleurs d'églantier, des fleurs blanches au cœur teinté d'une pointe rouge. Et, quand elle se tint debout au milieu de la pièce, elle fut comme un grand bouquet, d'une blancheur virginale. Ses bras nus, son cou nu

continuaient la blancheur de la soie. Oh! que vous êtes belle! que vous êtes belle ! répétait complaisamment la vieille Françoise. Et votre guirlande, attendez! Elle parut chercher, porta la main aux rideaux, comme pour regarder sur le lit.

Julien faillit laisser échapper un cri d'angoisse. Mais Thérèse, sans se presser, toujours souriante devant la glace, reprit: Elle est là, sur la commode, ma guirlande. Donne-la-moi... Oh! ne touche pas à mon lit. J'ai mis des affaires dessus. Tu dérangerais tout. Françoise l'aida à poser la longue branche d'églantier, qui la couronnait, et dont

un bout flexible lui tombait sur la nuque. Puis, Thérèse resta là, un instant encore, complaisamment. Elle était prête, elle se gantait. Ah bien! s'écria Françoise, il n'y a pas de bonnes vierges si blanches que vous, à l'église! Ce compliment fit de nouveau sourire la jeune fille.

Elle se contempla une dernière fois et se dirigea vers la porte, en disant: Allons, descendons ... Tu peux souffler les bougies. Dans l'obscurité brusque qui régna, Julien entendit la porte se refermer et la robe de Thérèse s'en aller, avec le frôlement de la soie le long du corridor. Il s'assit

par terre, au fond de la ruelle, n'osant encore sortir de l'alcôve. La nuit profonde lui mettait un voile devant les yeux; mais il gardait, près de lui, la sensation de ce pied nu, dont toute la pièce semblait glacée. Il était là depuis un laps de temps qui lui échappait, dans un embarras de pensées lourd comme une somnolence, lorsque la porte fut rouverte. Au petit bruit de la soie, il reconnut Thérèse. Elle ne s'avança pas, elle posa seulement quelque chose sur la commode, en murmurant: Tenez, vous ne devez pas avoir dîné ... Il faut manger, entendez-vous!... »

Condamnation de Monsanto
Des Etats-Unis en Afrique en passant par l'Europe, la remobilisation internationale ?

L'information est tombée comme un coup de tonnerre vendredi dernier. La condamnation du géant de l'agrochimie, Monsanto pour ne pas avoir informé de la dangerosité de son herbicide Roundup avec le composé chimique controversé, le glyphosate. Il devra payer 290 millions de dollars de dommages au jardinier américain Dewayne Johson, atteint d'un cancer suite à l'utilisation du produit.



Dwayne Johnson, le jardinier américain à l'origine de la condamnation de Monsanto

Le verdict a suscité de vives réactions au niveau international avec une volonté d'en finir avec les pesticides et herbicides dont l'un des plus dangereux est justement

le Roundup. Cet herbicide était déjà sur le banc des accusés avec de multiples controverses. Outre la récente condamnation, des milliers de procédures contre Monsanto sont

en cours aux Etats-Unis, à des degrés divers d'avancement. En Europe, après deux ans de débats particulièrement houleux, fin 2017, les Etats membres de l'Union européenne ont renouvelé pour 5 ans la licence du glyphosate. La Commission européenne met en avant le feu vert de ses agences scientifiques, l'Efsa (sécurité des aliments) et l'Echa (produits chimiques), qui n'ont pas classé la substance comme cancérigène. Néanmoins, l'indépendance de l'Efsa a été mise en doute par des révélations de journaux selon lesquelles son rapport comportait des

passages copiés/collés d'un document déposé en 2012 par Monsanto. En France, le gouvernement a promis en mai dernier que le glyphosate serait interdit dans ses principaux usages d'ici 2021, et pour tous les usages d'ici cinq ans. Malgré des pressions jusque dans la majorité à l'Assemblée nationale, la sortie du glyphosate d'ici 2021 n'a pas encore été inscrite dans le projet de loi du ministre de l'Agriculture. Mais l'hexagone compte poursuivre ses actions contre cet herbicide. « Nous avons pris une première décision en France mais ce ne doit être que le début d'une guerre que nous devons mener tous ensemble pour réduire massivement les molécules les plus dangereuses », fait savoir Nicolas Hulot,

le ministre français de la Transition écologique. En Afrique et au Togo, même s'il n'y a pas une mobilisation d'envergure contre les pesticides et herbicides, il existe toutefois des inquiétudes face à l'utilisation accrue de ces produits dans l'agriculture. Les environnementalistes et les populations en général touchent du doigt très souvent les conséquences de ces produits sur l'environnement et la santé humaine. Concernant le glyphosate, il y a quelques mois, lorsque le débat faisait rage en Europe, le ministre togolais de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, le colonel Ouro-Koura Agadazi, avait signé un communiqué dans lequel il interdisait l'importation et la vente des produits à base du glyphosate. C'est très salubre, mais aller vers une agriculture biologique est encore souhaitable.

Edem Dadzie

Effets du changement climatique
Même le vin de Bordeaux n'échappe pas à la colère de la nature

Savourer un bon repas accompagné d'un verre de vin de Bordeaux, certains ne peuvent s'en passer. Mais dans quelques décennies, cela risque de n'être qu'un lointain souvenir. En effet, le réchauffement climatique menace les crus de Bordeaux. Certains plants de vigne comme le merlot risquent de disparaître à l'horizon 2050.

L'agence océanique et atmosphérique américaine annonce 40° à Paris au mois d'août 2050, 42 à Lyon et un climat sec et chaud à Bordeaux en 2050. Les conséquences de ces bouleversements, c'est que les flacons de vins de Bordeaux vont livrer un produit plus fort, trop mûr, au goût plus sec et amer. En d'autres termes,

la qualité de ce vin sera profondément altérée, privant ses amateurs du plaisir d'en déguster. Pour faire face, et comme les spécialistes le conseillent, il va falloir s'adapter. « Si l'on veut maintenir des vins de bonne facture avec le climat de 2050, on ne pourra plus cultiver les mêmes variétés

de vigne », préconise Pascal Chatonnet, œnologue (un connaisseur de vin). D'ailleurs, les chercheurs testent depuis 2009, 52 plants de vigne du monde entier pour identifier les variétés et les génotypes qui seront les mieux adaptés au caractère des plants de vigne locaux en 2050. En attendant, l'heure est



Différente variétés du vin de Bordeaux

à la sensibilisation de l'opinion. Elle vise à faire comprendre que rien ne sera plus pareil et que tout va très vite.

Source : AFP

Découverte animalière
La mangouste, un animal aux capacités extraordinaires

La vie animale dépend étroitement du bon état de l'environnement. Les animaux jouent un rôle important dans l'équilibre des écosystèmes. Certains d'entre eux, malgré leur petitesse, possèdent des potentialités énormes. C'est le cas de la mangouste.

La mangouste est un petit mammifère au corps mince et allongé. Elle vit en Asie du Sud-Est, en Afrique et à Madagascar. La plus commune est sans doute la mangouste d'Egypte, qui habite toute l'Afrique et le sud-ouest de l'Europe. Les femelles donnent naissance à des portées de 2 à 4 petits, à n'importe quel moment de l'année.

Les mangoustes sont vives et très actives, mais elles aiment bien aussi s'étendre et se dorer au soleil. Elles sont solitaires pour la plupart et occupent une grande variété d'habitats. Certaines nagent, d'autres grimpent aux arbres. Presque toutes chassent pendant la journée. Les œufs et les serpents constituent leur nourriture favorite. Elles brisent les

œufs en les lançant contre les pierres. Elles ont aussi un comportement assez particulier à l'égard des serpents. Certaines espèces sont même venimeuses et leur morsure peut être mortelle pour les autres animaux. La mangouste est capable de tuer un cobra beaucoup plus gros qu'elle. Au moment où le serpent recule, s'apprêtant

à frapper, la mangouste se jette sur lui avec une surprenante rapidité et l'attaque à la tête. Si elle est mordue, la mangouste peut survivre, car le venin du serpent a sur elle un effet relativement atténué. En dehors des serpents, la mangouste mange des petits animaux de toutes sortes. Les animaux

comme la mangouste émerveillent tout simplement et interpellent tout individu à œuvrer à leur préservation. Sinon les générations futures n'auront la possibilité de les connaître que par les livres, internet et la télévision, ou par chance, dans les zoos.

Edem Dadzie



Fête de l'Assomption

L'Assomption de Marie, une idolâtrie ?

Appelée Dormition de la Vierge chez les orthodoxes, le 15 août représente l'Assomption de la Vierge, pour les catholiques. Les protestants refusent de célébrer ce qu'ils estiment relever de « l'idolâtrie » mariale.

La fête de l'Assomption célèbre à la fois la mort, la résurrection, l'entrée au paradis et le couronnement de la Vierge Marie. Le mot assomption vient du latin *assumere* qui signifie prendre, enlever. La vierge fut ainsi « enlevée au ciel » en corps et en âme, selon le christianisme catholique. L'utilisation de ce mot marque la différence avec

la fête de l'Ascension, qui signifie monter, et qui se rapporte à l'élévation du Christ vers le ciel. Marie occupe une place particulière dans le christianisme catholique et orthodoxe car elle a accepté d'être la mère du Christ, le fils de Dieu. Reconnue comme étant la première croyante, la première à avoir placé sa foi en Jésus, les Évangiles

n'évoquent que très peu Marie, mais elle est considérée comme la « servante » du Christ, une sorte de disciple. En effet, les origines de l'Assomption ne reposent sur aucun texte reconnu des premiers temps de l'Église. Cette fête n'a été proclamée comme conforme à la foi par l'Église que plus tard. L'Assomption est



Image illustrative de la montée au ciel de la Vierge Marie

l'occasion d'une procession avec la statue de la vierge Marie. Le 15 août est communément un jour férié.

Nadia Edodji

Médias

Radio Lomé célèbre ses 65 ans

La radio nationale, Radio Lomé, a célébré hier lundi 13 août ses 65 ans d'existence. Plusieurs évènements ont marqué cette célébration, dont des séances de prières, une partie de match amical mais aussi des rencontres entre le personnel de la radio pour évaluer leur parcours mais aussi faire des prévisions pour l'avenir. A Lomé et dans ses banlieues, la station du plaisir émet sur la 95.5 en FM.



Une partie du personnel de Radio Lomé

Les célébrations ont commencé le 09 août 2018 à Lomé avec

une causerie-débats entre les responsables et le personnel de la radio.

Pour le directeur de la radiodiffusion de Lomé, M. Takou John Abalo, la

célébration et la rencontre entre les agents ont pour objectif de rechercher les voies et moyens pour de meilleures prestations de la mère des radios.

Pour le temps parcouru, M. Takou a déclaré à propos de Radio Lomé que « malgré les vicissitudes et des moments très difficiles, elle a su surmonter les obstacles pour se hisser au rang des grandes stations de radios internationales. Mais il n'y a jamais de succès absolu »

Radio Lomé a débuté ses premières émissions, le jeudi 13 août 1953 à 9 heures, avec quelques équipements et elle continue par émettre de nos jours pour informer, éduquer, divertir et sensibiliser les populations. A ce jour, elle emploie 189 agents toutes

catégories et statuts confondus, dont 56 de sexe féminin et qui se battent au jour le jour pour satisfaire les attentes des auditeurs. Elle couvre toute l'étendue du territoire national et même au-delà depuis 2003 avec son site internet www.radiolome.tg Radio Lomé est concurrencée de nos jours par des radios privées qui se sont installées dans le pays depuis le mois de septembre 1993. La présence des autres stations de radios privées ont permis à la chaîne mère de se remettre toujours en cause et d'améliorer ses programmes. Somme toute, l'ambition perpétuelle de Radio Lomé est de contribuer au développement du Togo, de servir toujours le pays dans son élan de développement.

Carlos Amevor

En attendant les prochaines élections

Suite de la page 3

Un débat très animé s'instaure autour de la composition de la Ceni

...qu'elle a promis. Ensuite, elle veut une recomposition de la Ceni qu'elle trouve acquise au pouvoir en place. On se rappelle que la Ceni actuelle a été mise en place par l'Assemblée nationale, une institution régie par la Constitution. Or, les chefs d'Etat ont demandé que tout se fasse dans le respect de la Constitution. Visiblement, après des mois de manifestations qui ont retardé le pays sur plusieurs plans, c'est maintenant à la guerre pour le contrôle de la Ceni

qu'on assiste. Selon Gerry Taama, président du Nouvel engagement togolais (Net), ceux qui « pensent que les sujets qui ne figurent pas dans les recommandations de la Cedeao feront l'objet d'autres discussions, se fourrent les doigts dans l'œil ». Les recommandations de la Cedeao appellent à des élections avec l'essentiel des réformes dont le pays a besoin. Mais jusqu'où ira encore la classe politique togolaise avec ce nouveau bras de fer ? L'avenir nous le dira.

Edem Dadzie



Des membres de la Ceni



Prêt scolaire

0%

Sur **12 mois***

*Offre soumise à conditions

OTI Credit



Nous finançons l'éducation de nos
futurs leaders

La Banque Autrement
www.corisbank.tg

